Du 8 au 19 mars, dix jours pour le printemps des peuples ?



Le mois de février a plutôt ressemblé à un mois d'avril tant les températures et le ciel bleu ont vite fait oublier le gris et le froid habituels d'une période de l'année souvent caractérisée par le repli sur le foyer, la monotonie des journées de travail ponctuées par un soleil vite couché et une vive envie de sortie de l'hiver. On peut dire une chose, ce climat printanier donne de la force.

Le soulèvement comme accélérateur

Mais au-delà du soleil et des moments passés à flâner dans les rues, c'est surtout le soulèvement des corps et des revendications qui donne une couleur particulière à ce mois de février. Si les journaux ont titré chaque dimanche que le soulèvement des gilets jaunes ne faisait que s'essouffler, il semble plutôt qu'il s'enracine, qu'il se renforce pendant l'hiver pour mieux éclore au printemps. Les portes paroles auto-proclamés ont conscience de la nécessité du mouvement, c'est-à-dire de ne pas stagner, pour pouvoir avancer. Les manifestations du samedi prennent un air de routine, alors on essaye d'autres formules. On en appelle à revenir aux fondamentaux : occupation des ronds points, retour des manifestations à proximité des lieux de pouvoirs. On sort des manifestations déclarées et on dissout un service d'ordre aux mains de l'extrême droite. On pense à l'avenir et on essaye de structurer, pour se régénérer. Priscilla Ludosky prend contact avec le « black block » pour en connaître les motivations, Jérôme Rodriguez prend des selfies avec Besancenot, Eric Drouet fait des appels à des montée nationales pendant que François Boulo appelle à la grève générale illimitée. En un mot, ces porte-parole cherchent des façons de dépasser les limites évidentes des manifestations du samedi .

Mais au-delà de ces personnalités, l'auto-organisation se développe à la base en quelques endroits et les Gilets Jaunes de Saint-Nazaire, après avoir appelé à créer des Maisons du Peuple partout, organisent la deuxième Assemblée des Assemblées, après la réussite de celle de Commercy. A Strasbourg, une première coordination des Gilets Jaunes du Grand-Est s'est tenue. A Montreuil, on a construit une cabane qu'on occupe continuellement pendant qu'en Ardèche, on appelle à bloquer les tribunaux de la justice courante. On envahit un Starbucks parisien aux cris de « paye tes impôts » et on bordélise les réunions du « Grand débat ». Bref, on s'organise et surtout on maintient le rapport de force. Ça bouge donc, et bien plus vite que ce à quoi ou pouvait s'attendre, avec l'irruption des Gilets Jaunes sur la scène de la contestation sociale.

Peuple plutôt que prolétariat ?

On peut voir que bon nombre des gilets jaunes se pensent comme peuple : on reprend l'hymne national et le drapeau, on est fièr·e·s d'être français·e, etc. Pour autant, même si les références sont nationales, donc ambigües, elles s'inspirent aussi clairement de l'histoire des luttes de classe en France (la révolution de 1789, le fait d'avoir coupé la tête à un roi…). Il faut pourtant insister et rappeler que les ennemis sont eux aussi français : Macron et son gouvernement, les grands médias à leur bottes, etc. Un peuple donc, et un peuple en proie aux intérêts des puissants. Nous pourrions affiner : il s'agit d'une frange des exploité·e·s dans toute sa complexité, parmi même les plus exploité·e·s, précaires, dans les PME et TPE, auto-entrepreneurs/ses, etc. Et finalement, cette frange s'oppose à la classe incarnée par Macron et son gouvernement. Dans cette lutte de classe, la bourgeoisie met toutes les armes de son côté, tant dans les médias que dans le maintien de l'ordre. 8000 arrestations, plus de 1500 condamnations, des dizaines d'éborgné.e.s, des centaines de mutilé.e.s et un ministre de l'Intérieur obligé d'expliquer à des enfants par des dessins où la police a le droit de tirer avec des LBD40. Une répression inouïe, un rouleau compresseur médiatique sans précédent, un président qui enchaîne des monologues de plus de 7 heures devant des élu.e.s, un grand débat, sombre affaire de com', au frais du contribuable et qui a une odeur de campagne européenne déguisée.. Tout est mis en œuvre pour reprendre la main. Le ministre de l'économie a ajusté les chiffres : le soulèvement a fait perdre 0.2 points de croissance. Oui, les Gilets Jaunes tapent où ça fait mal, et oui, ils et elles permettent sûrement de faire reculer dans le calendrier l'application des contre-réformes pour lesquelles Macron a été élu. Nous n'en sommes pourtant pas encore à une destitution, ni même à des reculs significatifs, et encore moins à des avancées sociales tant attendues par des salarié·e·s, chômeurs/ses, et jeunes au bout du rouleau.. L'Exécutif maintient le cap et bat la campagne pour faire campagne. Face à cela, des dizaines de milliers d'individus éprouvent le politique, font de la politique. Au-delà de la peur, la joie de se retrouver, d'éprouver la police et son gouvernement, la joie d'espérer autre chose que son quotidien ennuyant, oppressant et misérable.

Il y a comme un sursaut qui donne de l'espoir. La Belgique limitrophe a connu une grève générale le 13 février. Mais plus encore : l'irruption du peuple algérien contre le 5ème mandat d'un président fantôme vient donner un second souffle international qui ne peut que nous rappeler les Ben Ali ou Moubarak dégage de 2011. Les uns doivent dégager, les autres démissionner. La convergence des luttes ne se déclame pas, elle se pratique. Les mots de Omar Benderra entrent en résonance avec la situation française et sans faire de parallèles déconnectés, un souffle de dignité de combat se répand des deux côtsé de la Méditerranée: « *On a bien vu au rythme des slogans et des mots d'ordre des manifestants que les revendications vont bien au-delà. Certains « progressistes » et d'autres publicistes en service commandé essaient de transformer ce refus générique du système en simple remise en cause de Bouteflika […] Les Algériennes et Algériens n'attendent ni homme providentiel ni n'espèrent de caudillo*

reconverti sorti d'une pochette surprise ou de faqih (juriste musulman) recyclé. Ils aspirent à vivre librement en citoyens respectés dans une société libre, dirigés par des femmes et des hommes qu'ils auront librement choisis dans un contrat politique opposable à tous et uniquement régi par le droit. Le peuple est pour un changement radical »[1]

Dans cette configuration intervient le 8 mars, journée internationale de lutte pour le droit des femmes qui, après des manifestations de masse notamment en Espagne, en Argentine et en Italie l'année dernière, vient s'inscrire en France dans la foulée de la manifestation #N**ousToutes** et #NousAussi de novembre dernier qui a rassemblé plus de 50.000 femmes à Paris. Trois secteurs parmi les opprimé.e.s se mobilisant au départ à partir de leurs propres problèmes et revendications. Mais celles-ci s'entrecroisent : femmes ouvrières ou employées à temps partiel et sous-payées, bien souvent non-blanches et, de ce fait, invisibilisées (on pense notamment aux luttes exemplaires et victorieuses menées par les employé•e•s d'Onet et de Park Hyatt qui ont justement permis de les rendre visibilité et dignité) ; Gilets Jaunes et habitant.e.s des quartiers populaires stigmatisé.e.s chacun.e à leur façon (les un.e.s présenté.e.s comme beaufs antisémites, sexistes, racistes, violents et les autres comme des sauvages, accusés eux aussi d'antisémitisme, de sexisme et d'un prétendu « racisme anti-blanc » et de violence) et victimes de la violence policière légitimée par l'opération de délégitimation dont ils sont l'objet. En réunissant ces trois pôles, nous sommes à l'intersection classe-race-genre. Gilets Jaunes – Non-Blanc.he.s (et notamment les fameux « quartiers populaires ») – Femmes. Cette intersection se démultiplie, comme pour les femmes non-blanches qui sont au croisement de l'ensemble. Trois pôles qui commencent à se mêler de fait, s'affrontant à un même ennemi principal, qui prend aujourd'hui la figure de Macron, et de ses fidèles lieutenants : Castaner, Schiappa et Pénicaud. Trois secteurs dont il s'agit de dégager le commun pour construire un combat contre l'exploitation et l'oppression, pour l'émancipation. Des ressorts différents sont l'occasion du soulèvement, mais cela n'empêche pas une certaine unité. Le terrain privilégié : la rue. Faire masse, être visible, vivant.e.s.

Dépasser les fantasmes, réaliser les possibles

Dans cette configuration, les directions des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier montrent à quel point leur implication dans le dialogue social les coupe de la réalité de celles et ceux qu'elles sont censées représenter. A force de trahisons, de recul, de grèves perlées et de journées d'action saute-mouton, les masses s'en détournent et ne croient plus en leur capacité à infliger des défaites à la bourgeoisie. Elles apparaissent pour ce qu'elles sont pour une part : des courroies de transmission, des outils de pacification sociale, des unités d'encadrement. Mais, contrairement à ce que le pouvoir entend délibérément laisser croire, elles ne sont pas que cela. Il faut évidement différencier les directions des bases des syndiqué·e·s, qui pour beaucoup de ces militant·e·s font un travail de terrain sur les lieux de travail aussi remarquable qu'épuisant tant les situations sont difficiles, et les exploiteurs toujours plus inhumains.

Les bases combatives montrent les crocs, mais les directions tiennent toujours les rênes. Progressivement, l'alternative entre syndicalisme de combat et syndicalisme de cogestion devient le seul horizon visible.

Ce que nous montrent les Gilets Jaunes, c'est aussi la réalité de l'éclatement du prolétariat à l'heure du néolibéralisme sauvage, dans cet « âge tardif du capitalisme ». La sous-traitance, la précarisation ou encore les délocalisations érodent les solidarités ouvrières traditionnelles. La tertiarisation de l'économie est un autre facteur. Les concentrations ouvrières sont démembrées. Atomisation objective. Mais cela implique-t-il nécessairement une atomisation subjective ? Les bureaucrates geignent : nous voudrions bien, mais dans ces conditions, comment voulez-vous que les gens se mobilisent ? Les Gilets Jaunes montrent en pratique tout le mensonge de leurs discours fait pour auto-justifier leur posture d'accompagnement de tous les reculs sociaux, en en rejetant la responsabilité sur l'inarrêtable rouleau compresseur du capital et la passivité des masses. Mais que font les bureaucrates ? Combien d'heures passent-ils dans les réunions bidons, à l'Elysée, à Matignon, au Ministère, avec le patronat, à la commission bidule et à l'instance truc ? Et combien de temps sur le terrain, avec les salarié.e.s, à faire le difficile mais nécessaire travail pour aider aux luttes de tous les jours et organiser ?

Mais parallèlement le mouvement même impose cette autre réalité que certain.e.s camarades GJ voulaient ou ne veulent pas voir : comment faire sans eux ? Comment faire sans les travailleurs/ses des gros bastions du salariat, dans la fonction publique et le privé ? Comment faire sans des organisations capables de contribuer – si elles s'en donnent les moyens - à mettre des millions en grève ? La grève du 5 février, appelée par un secteur GJ sentant justement cette nécessité de jonction, grève porteuse d'espoirs dans la mesure où ce fut un premier contact d'importance entre Gilets Jaunes et syndicats ne fut pourtant pas construite à la hauteur de l'événement : peu de grévistes et les rares bastions combatifs peu mobilisés. Un parcours très court, que ce soit à Marseille, Lille, ou Paris. Mais une journée ambiguë, car elle était aussi une tentative pour la direction de la CGT de calmer la contestation interne au syndicat, et surtout de reprendre la main sur un soulèvement qu'elle condamne, et par là même de retrouver une place privilégiée autour de la table des négociations. Une contradiction, comme souvent. Dans le mouvement syndical aussi, un combat est à mener, pour rompre le dialogue social et pour retrouver les voies du combat.

La tactique est la même pour la prochaine « journée d'action » du 19 mars. « La presse dit que le soulèvement des gilets jaunes s'essouffle, bonne nouvelle » a pu se dire Martinez ! « Si nous organisons une prochaine journée de grève dans plus d'un mois, il n'y aura plus ces éléments perturbateurs pour nous mettre des battons dans les roues ». Pas de chance pour les directions, le soulèvement n'est pas encore mort et proclame une montée nationale à Paris pour le 16 mars, date de fin du « Grand Débat » ! La contradiction est là. Nous devons en développer le bon côté. Lier les salarié.e.s les plus combatifs/ves avec les Gilets Jaunes voulant construire un affrontement général, en faire un facteur de maturation de la situation. Partout où nous

pouvons, il faut construire des bastions combatifs sur nos lieux de travail et faire pression sur les directions syndicales pour qu'elles construisent et appellent à la grève générale.

Récapitulons le calendrier pour en saisir les potentialités : 8 mars, journée de lutte internationale pour les droits des femmes. Samedi 9 mars, acte XVII du soulèvement Gilets Jaunes. Vendredi 15 mars, grève internationale pour le climat. Samedi 16 mars, journée internationale des solidarités et montée nationale des Gilets Jaunes à Paris. Mardi 19 mars, journée de grève interprofessionnelle. Ajoutons à cela les appels à soutenir les mobilisations du peuple algérien contre le 5ème mandat les dimanches. Avouons que c'est assez alléchant.

Quel programme ?

Mais pour faire franchir un cap à la situation, il n'y aura pas de raccourcis, pas de forme d'action magique ou de mot d'ordre miracle. Pour unifier les différentes couches déjà en lutte et pour en attirer de nouvelles, il faut un début de programme politique commun, dans lequel des millions se reconnaissent et dont ils et elles puissent s'emparer : dans leur quartier, sur leur entreprise, dans leur association féministe, leur syndicat, leur regroupement contre les violences policières, ou association contre le racisme, etc. L'Assemblée des Assemblées de Commercy a fait un premier pas en ce sens, prudent, car le programme pour avoir de la force doit être construit avec tout.e.s celles et ceux qui s'engagent dans une lutte profonde, déjà plus de 4 mois de manifestations continues… Il peut et doit s'élaborer dans ces différents lieux, mais organiser des AG de Gilets Jaunes, en convergences avec des structures syndicales de base et associatives qui le veulent peut contribuer à favoriser une élaboration commune.

Un programme qui devrait développer les axes apparus peu à peu au cours même de la lutte : la fin des privilèges pour les hommes politiques et les grandes fortunes, le rétablissement de l'ISF ; la fin du CICE et l'utilisation de l'argent pour préserver et redévelopper les services publics avec les embauches nécessaires au statut ; l'abrogation des réformes qui précarisent le travail et détruisent les services publics (loi travail 1 et 2, réforme de la SNCF, réformes Blanquer de l'école…) ; le combat contre la réforme destructive de la Fonction publique ; des mesures pour mettre fin aux violences sexistes et imposer l'égalité réelle ; des mesures pour mettre fin à la violence policière et à l'impunité de toute la chaîne de commandement ; un changement de régime politique pour que le peuple – c'est-à-dire d'abord au fond les exploité.e.s et les opprimé.e.s - ne subisse plus les décisions d'hommes politiques travaillant pour le patronat et les riches mais décident eux-mêmes (et pas seulement une fois de temps à autre, comme avec le RIC) ; l'expropriation des entreprises qui s'enrichissent sur le dos de la collectivité (comme Total, les sociétés d'autoroute…) et qui ferment et licencient (comme Ford à Blanquefort…).

Et quelles formes d'organisation ?

Mais pour que l'action déborde les cadres étroits définis au sommet par les bureaucrates, il faut des structures alternatives à la base, regroupant toutes celles et tous ceux ressentant le besoin et l'envie de faire franchir un cap à la mobilisation afin de faire une deuxième fois reculer Macron et plus profondément que la première : Assemblées de Gilets Jaunes, Assemblées Générales d'entreprise ou de secteurs, Assemblées Générales mixte regroupant différents secteurs et appelant...

Une mobilisation massive dans la rue le 16 mars ne pourrait-elle pas donner envie aux hésitant.e.s à entrer très nombreux-se-s en grève le 19 mars ? Des appels circulent largement sur les réseaux sociaux pour une « montée nationale à Paris » samedi 16 mars, date de la fin du grand débat. Des groupes sont mis en place pour proposer des hébergements, de même que des propositions de départs commun. Nous soutenons et appelons nous aussi a rejoindre massivement Paris ce 16 mars pour faire la démonstration de notre force, et nous demandons à toutes les organisations du mouvement ouvrier de faire de même, en premier notre parti, le NPA. Mais plus encore : serait-il possible d'envisager de rester sur place et de nous inspirer des événements passés place Tarhir ou place Taskim ? Toutes proportions gardées, occuper une place parisienne symbolique pourrait permettre un second souffle lors de cette séquence. N'y a-t-il pas mille motifs de le faire ? Mais pour que cette envie se transforme en réalité, il importe aussi de lutter dans nos syndicats, à tous les niveaux, pour la rupture du dialogue social et pour l'organisation sérieuse d'une mobilisation massive.

Dehors Macron et son gouvernement au service du MEDEF !

Que vive le soulèvement des Gilets Jaunes !

Pour la grève de masse !

1https://algeria-watch.org/?p=71144&fbclid=IwAR0SrRM6mf2HfvMcfamCAcabQI7BQlc8phaN8KTwXRfuVMsbl6Vhw7Q4ZQM

Tristan Daul, le 6 mars 2019